L'étincelle
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

SUEZ PSO

Lundi 9 mai 2022

On n'arrête pas le progrès ?

Quoique bourré d'inégalités et d'injustices, notre monde a connu dans le dernier siècle toute une série de progrès qu'on a tendance à voir comme définitifs. Le droit des femmes de disposer de leur corps, gagné dans la lutte dans nombre de pays, en fait partie. La possible remise en cause majeure de ce droit à l'avortement aux États-Unis vient démentir cette vision d'un monde en perpétuel progrès : bien des retours en arrière nous menacent.

États-Unis : offensive réactionnaire…

Selon les révélations du média Politico, la Cour suprême des États-Unis s'apprête à enterrer fin juin la jurisprudence « Roe vs Wade » qui fonde dans ce pays le droit à l'avortement depuis 1973. Cette décision ouvrirait la voie dans chacun des 50 États des États-Unis au vote de législations anti-avortement, ou à l'application des lois votées mais pour l'instant bloquées, comme celle qui au Texas promet d'envoyer devant un tribunal tout médecin suspecté de pratiquer des avortements, voire quiconque aide une femme enceinte à se rendre dans un État où l'avortement est légal. Cela concerne pas moins de 26 États, la moitié des États-Unis, et souvent les plus pauvres.

… et anti-ouvrière

Car l'attaque contre le droit à l'avortement a une dimension anti-ouvrière. Dans un pays où il n'y a pas de congé maternité obligatoire, et quasiment pas d'allocations familiales, élever un enfant coûte très cher. Sans surprise, les femmes ayant recours à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) vivent à 75 % sous le seuil de pauvreté.

Ces femmes pauvres – sans, ou avec un ou plusieurs petits boulots – n'ont que difficilement accès à une IVG. Il faut faire de longs trajets pour trouver une clinique qui les pratique, car 90 % des comtés n'en ont pas. Les grossesses non désirées ou à risque sont donc légion.

Hypocritement, les fondamentalistes chrétiens et politiciens anti-avortement se prétendent « pro-vie ». Mais le résultat de leur croisade, c'est que la mortalité des femmes américaines à l'accouchement atteint en moyenne 23 pour 100 000, plus de deux fois plus que les autres pays riches, et jusqu'à 55 pour 100 000 pour les femmes noires, soit le niveau de pays pauvres comme le Panama ou l'Équateur !

Partout dans le monde, les mêmes problèmes

Le même scénario est à l'œuvre dans bon nombre de pays de la planète. En Pologne, l'IVG est depuis deux ans soumis à de telles restrictions qu'il devient pratiquement impossible d'y avoir recours. En France, les députés ont certes étendu de 12 à 14 semaines le délai légal pour une IVG en mars dernier. Mais le manque de moyens accordés aux centres du planning familial et la prégnance des idées réactionnaires parmi tout un pan des médecins constituent de sérieuses entraves.

Ailleurs, c'est le droit à la contraception qui est remis en cause. Les anti-avortement des États-Unis en font d'ailleurs leur prochain objectif. Partout dans le monde, les milieux réactionnaires communient, par-delà leurs diverses obédiences religieuses, dans une même haine de la liberté des femmes ou du libre choix pour chaque individu de sa sexualité. Ces droits sont insupportables aux culs-bénis et aux défenseurs de la famille patriarcale alors même qu'ils ne les empêchent en rien de vivre à leur manière. Ce qu'ils craignent, c'est le caractère contagieux de la liberté… Et c'est bien là qu'est l'espoir !

Il n'y a pas de fatalité

Depuis les années 1970, le combat n'a en fait jamais cessé. Des femmes d'Irlande ou d'Argentine, mobilisées par centaines de milliers, ont arraché récemment la légalisation de l'avortement. Celles de Pologne n'ont pas encore fait reculer leur gouvernement, mais des centaines de milliers d'entre elles se sont éveillées à la lutte. Aux États-Unis, la Women's March a traduit la même prise de conscience sous Trump. Et la décision de la Cour suprême pourrait la renforcer : 69 % des Américains seraient contre. Femmes et hommes.

La lutte ne fait que (re)commencer.

Zéro pression

L'objectif du zéro accident est l'obsession de tous nos dirigeants depuis un moment. Ils s'inquiètent pour nous, mais surtout de l'impact sur l'entreprise. Ça fait perdre de l'argent, d'une manière ou d'une autre. Mais marteler un objectif, telle une promesse de campagne, n'amène pas de solution ni de résolution du problème.

Aucun d'entre nous n'aime avoir un accident et la pression fait justement partie des causes d'inattentions ou d'erreurs. Assurons-nous d'abord de travailler sereinement en faisant taire ceux qui voudraient nous presser inutilement.

La bonne voie : des embauches !

Ce mercredi, Maximilien Pellegrini était à Clichy pour parler sécurité routière avec nos collègues de R&V chargés de la collecte des déchets.

Même si nous ne faisons pas le même métier, nous aussi avons à intervenir sur la voirie. Alors avec un plan d'action qui veut mettre l'accent sur la vigilance de chacun, cela ne suffira pas pour diminuer les risques.

Des équipes dimensionnées en conséquence et le temps nécessaire pour réaliser nos interventions sans empressement, voilà des axes qui nous permettront de travailler sur chaussée sans crainte d'un accident.

Overdose numérique

Nous recevons tous les jours quantité de mails professionnels. Bien difficile de faire le tri entre ce qui nous concerne et ce qui n'a aucun rapport avec notre activité, étant donné que tous les salariés sont souvent destinataires de tous les mails !

A force de se faire l'écho des journées de ci ou de ça (une mention spéciale à la journée du mot de passe !) et de se mettre en scène à travers des pubs diverses, la boîte semble oublier que nous ne sommes pas payés pour lire des mails mais pour faire une activité bien concrète, pour laquelle nous ne sommes d'ailleurs pas assez nombreux. On lui écrit un mail ?

Union rénovée, vieille politique

Une nouvelle gauche unie est née, pour contrer Macron nous dit-on, ou pour en devenir le Premier ministre si l'on en croit les affiches de Mélenchon. On connaît la chanson de ces alternances gauche-droite qui ne changent rien, de ces cohabitations qui montrent à quel point tous ces politiciens, une fois au pouvoir, mènent la même politique, celle des patrons et des riches.

Le « programme partagé » de cette nouvelle union ne déroge pas à la règle. Le Smic qu'il promet à 1 400 euros, 50 de plus que la promesse présidentielle d'Anne Hidalgo, 100 de moins que celle de Fabien Roussel, est dérisoire face à l'inflation qui s'annonce galopante. Idem pour la promesse de « retraite à 60 ans », ô pardon « droit à la retraite à 60 ans ». Avec quel montant ? Qui, avec le chômage et un premier boulot qu'on ne décroche que tard, aura 40 annuités avant 62 ou 64 ans ? Combien de femmes surtout, qui s'arrêtent pour élever des enfants ? Et les promesses n'engagent personne.

Pour riposter aux attaques annoncées contre nous par Macron (retraite, assurance chômage, salaires maintenus au plancher), il va falloir se préparer à autre chose que ce prétendu « troisième tour électoral » : à un troisième tour social, par nos mobilisations et nos luttes. Et déjà par des discussions sérieuses, entre nous, sur nos lieux de travail.

Tout augmente, et nos salaires ?

Fin avril, l'inflation atteint 4,8 % sur un an. Après l'énergie et l'essence, c'est dans l'alimentation et les services que la hausse des prix s'accélère. Et cela devrait empirer les prochains mois. Ces chiffres ne font que confirmer la perte de pouvoir d'achat que l'on constate chaque jour. Et la nécessité d'imposer des hausses de salaire, pensions et allocations et leur indexation sur la hausse des prix !

Renault Guyancourt : le mouvement des PEI continue !

Depuis le 25 avril, la quasi-totalité des 130 salariés de PEI, la société en charge du ménage sur Technocentre Renault Guyancourt, se mobilisent contre les mesures d'économies décidées par Renault qui doit notamment conduire, grâce au télétravail, à la fermeture du site tous les vendredi pour une période illimitée. Une décision inacceptable qui fait perdre aux travailleurs de PEI une journée de travail, alors que leurs salaires sont déjà très bas et réduit à 75% par le chômage partiel depuis la crise du Covid.
Face au mouvement, les directions de PEI et Renault sortent le grand jeu : interdiction aux grévistes d'entrer sur le site, barrières, vigiles et menaces de recourir à un autre sous-traitant.

Pas de quoi décourager ces derniers, la lutte continue !

Plus dure sera la chute

Après des fiascos dans les Yvelines, les Hauts-de-Seine et le Val d'Oise où les candidats qu'il aurait évincés ont réussi à repousser ses assauts, le ministre Jean-Michel Blanquer s'est enfin casé dans le Loiret pour briguer un mandat de député. À croire que ses chances sont proportionnelles à la distance qui le sépare du ministère de l'Éducation nationale. Il ne pouvait hélas pas candidater à Ibiza…

Attention, le parachutage est un sport extrême où on se casse parfois les dents !